



# Dénucléariser le Moyen-Orient

Par [Bernard Ravenel](#)

Mondialisation.ca, 03 janvier 2007

[Pour la Palestine n°51](#) 3 janvier 2007

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Militarisation](#)

Analyses: [L'IRAN](#), [Nucléaire \(guerre et énergie\)](#)

A partir de 2002, les Etats-Unis ont opté pour une politique de guerre active et « préventive », de la péninsule arabe à l'Asie centrale. Dans ce contexte, Israël doit jouer un rôle important sinon décisif. Déjà en 1982, durant la guerre menée au Liban, le gouvernement du Likoud proposait une intervention contre l'Irak, après avoir bombardé le réacteur nucléaire de Tamouz en Irak. Mais, avec l'existence de l'Urss, Washington hésitait. Aujourd'hui, entre la guerre en Irak et le soutien aux guerres israéliennes au Liban et en Palestine, les Etats-Unis de G.W. Bush visent à créer une situation de conflit permanent au Moyen-Orient. En fait, à partir de la non-résolution de la question palestinienne. Et l'Irak est devenu la cible centrale reposant, après Israël, la question de la nucléarisation de la région avec toutes ses conséquences, y compris dans l'évolution de la stratégie des Etats-Unis et d'Israël. Comment arrêter la marche vers une catastrophe dont seraient victimes tous les peuples de la région ? Le 31 juillet, le Conseil de sécurité des Nations unies a accompli un pas supplémentaire dans l'isolement international de l'Irak : par 14 voix contre une, il a adopté la résolution 1696 qui « exige » que « *l'Irak suspende toutes les activités liées à l'enrichissement* » d'uranium. Cette fois-ci, un ultimatum a été fixé au 31 août. A défaut d'acceptation, la résolution prévoit « des mesures appropriées », formule qui signifie des sanctions, d'abord économiques. C'est la première résolution à valeur contraignante qui se réfère au chapitre VII de la Charte de l'ONU, celui qui traite des menaces sur la sécurité mondiale et qui prévoit des sanctions, y compris militaires.

Le compte à rebours a commencé, s'est alors réjoui John Bolton, l'ambassadeur néo-conservateur des Etats-Unis au Nations unies. Le 31 août 2006, l'Irak a répondu habilement en proposant de reprendre la négociation mais sans suspendre les activités d'enrichissement de l'uranium. L'Irak, sûr de sa force après la guerre du Liban, demande, avant toute suspension éventuelle de son activité d'enrichissement, que lui soit garanti un rôle stratégique dans l'organisation de la sécurité régionale au Moyen-Orient. La question est alors posée : les Etats-Unis sont-ils toujours prêts à lancer une offensive militaire pour empêcher l'Irak de développer la bombe nucléaire ? C'est ce que pense le célèbre journaliste américain Seymour Hersh qui confirme dans l'édition d'août du New-Yorker ce qu'il avait déjà annoncé dans le numéro d'avril de la même revue, à savoir : l'administration Bush non seulement envisage mais prépare contre l'Irak, en liaison étroite avec Israël, une intervention militaire incluant des armes nucléaires tactiques.

On peut alors comprendre pourquoi les Etats-Unis ont encouragé Israël à mener une telle attaque contre le Liban, visant les infrastructures civiles, à commencer par l'aéroport et les centrales électriques. Une guerre comme répétition générale d'une future attaque contre l'Irak. Les Israéliens l'avouent sans état d'âme [1]. En même temps, l'échec, surtout politique, de la dévastatrice campagne aérienne d'Israël au Liban aurait pour un temps refroidi les esprits les plus chauds de Washington, et affaiblirait pour le moment l'hypothèse d'un recours à une attaque aérienne contre l'Irak. Mais cela ne signifie en aucune manière

que les Etats-Unis et Israël aient renoncé : l'attaque est reportée. En fait, depuis le dernier trimestre 2005, la machine de guerre qui a mené au « changement de régime » et à la « libération de Bagdad » - en clair à l'occupation militaire de l'Irak -, se tourne vers l'Iran. Le parcours ne sera certes ni facile ni court. Mais qu'elle se soit mise en mouvement est un fait, après l'annonce le 8 mars dernier par le directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Mohamed el-Baradej, de la transmission du dossier Iran au Conseil de sécurité et après les déclarations de l'administration américaine qualifiant l'Iran de « menace n°1 » [2].

### **Un contexte régional transformé**

Survenant après l'escalade israélienne à Gaza, la crise du Liban a brutalement modifié le panorama géostratégique de tout le Moyen-Orient. En s'articulant sur la crise du Golfe (Iran-Syrie-Irak), la guerre du Liban a entraîné une régionalisation des crises au coeur desquelles se trouve la question palestinienne, qui se trouve dès lors internationalisée. L'idée d'une nécessaire solution internationale de l'ensemble des problèmes posés par une région devenue une poudrière tend à s'imposer. Il n'y aura plus de solutions séparées des différentes composantes de cette crise : il n'y aura pas de paix séparée au Liban sans régler la question du Golan pour la Syrie, et a fortiori, sans régler la question palestinienne. Ce que commencent à murmurer les dirigeants européens, en particulier Romano Prodi et Jacques Chirac. Désormais la question du nucléaire iranien ne pourra être réglée indépendamment des autres : la sécurité est régionale ou elle n'est pas.

Aujourd'hui, la logique et la stratégie de la guerre permanente américano- israélienne dans la région ouvrent la voie à une extension et à une aggravation de la guerre qui pourrait prendre une dimension nucléaire.

Or, après la guerre israélienne au Liban, l'échec de la dissuasion des armes de haute technologie conventionnelles renforce les partisans israéliens et américains d'une « dissuasion nucléaire » comme garantie suprême de la supériorité militaire. Avec la résolution 1696, l'escalade a commencé. Sanctions économiques d'abord qui, bien sûr ne feront pas reculer l'Iran, mais qui vont conduire les Etats-Unis vers l'option militaire. En quelque sorte, les Etats-Unis, qui n'arrêtent pas de répéter avec Israël que l'Iran est un danger immédiat pour la paix mondiale, se trouveraient « acculés » à une escalade militaire dite « guerre préventive ». Déjà, la plus grande partie du système médiatique mondial a préparé l'opinion à une éventuelle action armée pour en faire accepter la nécessité vitale. Comme pour l'Irak, on a « fabriqué » [3] une énorme campagne pour dénoncer la « menace iranienne » [4]. Cette escalade s'inscrit dans le refus explicite américanoisraélien d'envisager la moindre négociation politique avec le gouvernement palestinien du Hamas, refus soutenu, entériné par l'Union européenne qui a ainsi fait comprendre à Israël qu'il pouvait continuer son offensive à l'échelle régionale. Ce refus mène directement à l'extension de la guerre et à sa probable nucléarisation, si les peuples ne l'arrêtent pas avant.

### **La stratégie conjointe américano-israélienne**

Une première considération réaliste consiste donc à ne pas séparer la crise libanaise de la crise palestinienne. Le violent « une-deux » d'Israël -un coup au sud à Gaza puis un coup au nord au Liban- , a tout l'air d'être le point de lancement, non pas d'un nouveau Moyen-Orient, mais d'un état de guerre permanente préluant à l'attaque contre l'Iran. Dick Cheney, le vrai dirigeant stratégique de l'opération, a confié à Israël le soin de créer les

conditions d'une déstabilisation complète de la situation. En même temps, il faut faire en sorte d'impliquer l'Europe comme partenaire subordonné, à travers l'OTAN si possible. Déjà la résolution francoaméricaine 1559 qui exige le désarmement du Hezbollah laissait entrevoir une telle perspective d'alliance.

Cette politique est le fruit d'une stratégie conjointe américano-israélienne que l'on peut résumer ainsi : établir un protectorat régional contrôlant les routes du pétrole (plus encore que les gisements eux-mêmes...) C'est « l'essence » du Grand Moyen-Orient (GMO) ; casser l'autonomie politique et énergétique de l'Union européenne. Or, sans le contrôle de l'Iran, la domination américaine sur la région et sur le pétrole est incomplète. D'autant que l'Iran est le seul pays du GMO à avoir des rapports autonomes avec l'Europe. Sans oublier l'importance de Téhéran dans d'autres zones énergétiques, de la Caspienne à l'ex-Asie soviétique ; renforcer Israël et son hégémonie militaire nucléaire, ce qui suppose la « liquidation » de la question palestinienne pour rendre stable la position militaire de Tel-Aviv avec sa capacité nucléaire unique au Moyen- Orient. Par conséquent, il faut maintenir, face à l'Iran, le monopole nucléaire israélien dans la région.

On est en fait devant trois hypothèses pour l'avenir du programme nucléaire iranien : soit l'abandon par l'Iran, très improbable, soit une issue diplomatique à partir de l'initiative européenne qui suppose des concessions américaines (fin de l'embargo), soit la menace, bientôt suivie d'une intervention militaire. Se poserait alors le problème du coût politique pour les Etats-Unis. Nous serions en tout état de cause en face d'un saut qualitatif de la crise qui prendrait des dimensions imprévisibles à l'échelle mondiale.

### **La vraie menace nucléaire, c'est Israël**

Comme l'a déclaré Mordechai Vanunu [5], l'hypothèse d'une guerre nucléaire au Moyen-Orient part de la prolifération, dont Israël est fondamentalement responsable par le développement de son armement nucléaire qui a en effet incité des pays de la région à se doter à leur tour d'armes de destruction massive. Israël n'adhère pas au traité de non-prolifération (TNP) avec les mécanismes internationaux de l'AIEA de contrôle et de surveillance qui lui sont inhérents. Ce qui a pour effet d'encourager encore davantage la prolifération d'armes nucléaires dans toute la région.

Mais, pour mieux saisir la nature concrète actuelle du risque nucléaire au Moyen- Orient, il faut partir de l'évolution de la stratégie des Etats-Unis puisque ce sont eux qui, en dernière analyse, décident du rôle nucléaire d'Israël. L'élaboration d'une nouvelle stratégie nucléaire a été formulée en décembre 2001 (trois mois après le 11 septembre) avec la Nuclear Posture Review. Celle-ci a intégré les armements nucléaires dans l'ensemble du système militaire américain à l'égal des armes conventionnelles pour en rendre effectivement possible l'utilisation.

La nouvelle doctrine mise en place par la suite, dite « Doctrine for Joint Nuclear Operations » (DJNO), prévoit explicitement une attaque nucléaire préventive contre des pays qui entendent utiliser des armes de destruction massive.

Pour ce faire, les stratèges américains ont essayé de banaliser le risque nucléaire militaire et d'annuler la distinction entre guerre nucléaire et guerre conventionnelle en abaissant fortement le seuil de la première. Par exemple, comme ballon d'essai, les Etats-Unis utilisent des projectiles à uranium appauvri en Irak et en Yougoslavie, en fournissent à Israël pour le Liban et peut-être pour la Palestine. L'arme nucléaire doit être considérée comme un

explosif comme les autres à utiliser sur le champ de bataille et non plus comme ultime recours. Ainsi, comme corollaire de la doctrine de guerre préventive, on construit une génération d'armes nucléaires nouvelles plus précises, prévues contre des structures souterraines profondes : les mininukes. L'attaque contre l'Iran prévoit explicitement, dans l'intitulé doctrinal lui-même, l'usage d'un mélange d'armes conventionnelles et d'armes nucléaires avec des têtes de très faible puissance.

A imaginer ce scénario – il y en a d'autres –, on en vient à se demander quel est en réalité l'objectif de cette folie de l'administration Bush. S'agit-il, dans une logique de « destruction créative » [6], de mener le Moyen-Orient vers un point de non retour, de le désagréger, de le faire littéralement exploser, de créer un chaos tel que même une administration démocrate ne pourra le reprendre en main ?

### **Et l'Europe ?**

Pour l'essentiel l'Union européenne est restée subordonnée à la politique américaine au Moyen-Orient. Elle n'est jamais arrivée à concevoir une ligne politico-diplomatique alternative. Même pour la guerre en Irak... Pour le Liban, il y a même eu, avec la résolution 1559, la recherche d'une stratégie commune articulée sur les objectifs américains et israéliens visant à isoler la Syrie et à désarmer le Hezbollah. Pour Israël, on a assisté à un retournement remarquable aboutissant à ce que les Européens finissent par prendre des sanctions contre les Palestiniens sans en prendre aucune contre Israël.

Quant à l'Iran, l'Union européenne s'est de fait alignée sur les Etats-Unis par une sorte de partage des tâches : à l'Europe la carotte diplomatique, aux Etats-Unis la menace du bâton. Or l'Europe a voulu aussi empêcher l'Iran de disposer du cycle complet de la technologie nucléaire civile. En même temps, elle a proposé une sorte de compromis. En octobre 2003, la troïka européenne (Allemagne, France, Grande-Bretagne) a signé avec l'Iran la Déclaration de Téhéran où, en échange de la promesse iranienne de développer un nucléaire exclusivement civil sous contrôle de l'AIEA, l'Union européenne s'engageait à oeuvrer pour la constitution d'une zone libre d'armes de destruction massive au Moyen-Orient. Mais cet engagement n'a pas été respecté.

### **La pression sur l'Iran**

Dans ce contexte stratégique nouveau, la pression sur Téhéran s'accroît à partir du dernier trimestre 2005. L'Iran devient la cible régulière de la rhétorique anti-terroriste de l'administration Bush.

En décembre 2005, des journaux allemands parlent d'attaques aériennes sur les installations nucléaires iraniennes prévues pour le printemps 2006. Au début de l'année 2006, des contacts sont pris avec la Turquie dont la collaboration est recherchée. Les néo-conservateurs américains, comme pour l'Irak, se mobilisent pour un changement de régime en Iran et demandent de déférer l'Iran devant le Conseil de sécurité. Par ailleurs, les Etats-Unis livrent 500 bombes bunkerbuster destinées à démolir les bunkers.

Le 16 mars 2006, le virage stratégique américain est confirmé avec emphase sur deux points décisifs : réaffirmation de la doctrine de guerre préventive, il n'y a pas de plus grande menace que celle de l'Iran. (En 2002, les Etats-Unis avaient adressé la même menace à l'Irak, première puissance non nucléaire accusée d'avoir entrepris de fabriquer la bombe.)

L'option militaire se renforce et se prépare [7]. Le 21 avril 2006, George W. Bush appelle l'Europe et la Russie à appliquer des sanctions unilatérales hors du cadre de l'ONU. Le message est clair : une guerre, y compris nucléaire, est désormais plus concrètement possible que pendant la guerre froide.

Nous sommes en présence encore une fois d'un scénario extraordinaire : la menace vient de l'Iran qui a adhéré au TNP, qui ne possède pas d'armes nucléaires et qui reste sous le contrôle de l'AIEA. Elle ne vient surtout pas d'Israël, qui n'a pas adhéré au TNP, qui possède des armes nucléaires braquées sur l'Iran et sur le monde arabe et qui refuse tout contrôle de l'AIEA. Et pourtant personne, parmi les experts indépendants, ne croit sérieusement que l'Iran possède des armes nucléaires. Les institutions spécialisées américaines parlent même d'un délai d'environ dix ans.

### **Pour une zone libre d'armes nucléaires au Moyen-Orient**

Face à la logique de guerre risquant de devenir nucléaire, la seule réponse est celle d'une logique de paix construite par la négociation politique fondée sur l'application du droit. Mais dans l'immédiat, face au risque imminent, même reporté, de guerre nucléaire, la reprise de la proposition d'une zone libre d'armes nucléaires au Moyen-Orient devient une nécessité politique vitale. Cette proposition a été votée, à la demande pressante de l'Egypte en 1995, à la conférence de révision du TNP, revotée en 2000. En février 2006, l'AIEA en a rappelé la nécessité, tout en rencontrant l'hostilité farouche d'Israël soutenu par les Etats-Unis. Pour leur part, les pays européens l'ont promis aux Iraniens. Ils n'ont rien fait pour tenir leur engagement.

Aujourd'hui, la proposition de négociation de l'Iran doit être saisie par tous les pays comme une occasion de promouvoir un processus qui mène à la solution du problème nucléaire au Moyen-Orient. Les Etats-Unis utilisent le prétexte des programmes nucléaires iraniens (commencés il y a plus de trente ans quand ils les ont offerts au shah) d'abord pour couvrir la reprise de la prolifération ailleurs (au Japon, au Brésil, etc.) et surtout pour justifier l'utilisation effective des armes nucléaires précisément contre Téhéran. En premier lieu, l'Europe, alors qu'elle s'apprête, non sans risque, à envoyer une force armée – qu'elle dit « de paix » – au Liban, doit absolument faire des propositions sérieuses. En fait, ces propositions et les pas à faire sont clairs, même s'ils ne sont pas simples, mais il n'y a pas de raccourci en la matière. Ils concernent la sécurité de la région, c'est-à-dire de tous les peuples qui la composent. La présence de loin la plus déstabilisante pour la sécurité de la région est celle du puissant arsenal nucléaire d'Israël. La proposition d'une zone libre d'armes nucléaires doit être relancée par l'Europe avec beaucoup de détermination. C'est l'axe principal pour désamorcer l'extrême tension dans la région et ouvrir un processus réellement nouveau. Celui-ci, partant du concept de sécurité globale, poserait de manière forte les autres problèmes régionaux et en préparerait la solution.

Ce processus suppose au préalable la mise en discussion de l'arsenal nucléaire d'Israël, la fin de sa politique d'ambiguïté nucléaire pour se soustraire à tout contrôle international. Une première exigence s'impose : le contrôle de l'AIEA sur le système nucléaire israélien qu'il s'agit de « dévoiler », ce qui affaiblirait le réseau de complicités organisées avec le complexe m i l i t a r o - n u c l é a i r e international (Etats-Unis et France en particulier). Ce processus servirait de point de départ à une sorte de déminage de la poudrière régionale rendant beaucoup moins impératives et défendables les aspirations éventuelles de Téhéran au nucléaire militaire.

Aujourd'hui le danger vient d'abord, non pas du pays qui veut (probablement) la bombe - l'Iran en l'occurrence - mais de celui qui l'a, à savoir Israël, ainsi que l'a récemment résumé le maire d'Hiroshima, Tadotshi Akiba : « Le problème n'est pas une prolifération hypothétique. Le problème ce sont les arsenaux nucléaires existants, l'arrogance et l'irresponsabilité des puissances qui n'entendent pas les démanteler comme il était prévu dans le TNP. »

Certes cette proposition se heurtera à beaucoup de résistances. D'abord parce que les armes nucléaires sont désormais considérées comme la garantie suprême de la supériorité militaire d'Israël, ensuite parce que dans la région du Moyen- Orient se joue la partie stratégique décisive. Mais c'est précisément pour cette raison qu'il faut saisir l'occasion de la négociation. L'Europe a tout intérêt à s'y engager avec détermination, notamment si elle souhaite que son implication armée au Liban ne l'entraîne pas dans le conflit global voulu par les Etats- Unis et Israël. Un défi historique que le mouvement anti-guerre et pour la paix se doit de relever d'urgence.

## Notes

[1] Alain Frachon, « Israël en conflit indirect avec l'Iran », *Le Monde*, 2 août 2006.

[2] Le 7 mars, Dick Cheney a indiqué, devant le lobby de l'AIPAC, que « les Etats-Unis ne permettront pas à l'Iran d'avoir l'arme nucléaire. »

[3] Jean-François Bayart, « Dissuader l'Iran ? », *Le Monde*, 3 mai 2006.

[4] « Israël-Iran : le scénario nucléaire », PLP n°48, décembre 2005.

[5] Technicien israélien travaillant à la centrale nucléaire israélienne de Dimona qui a fait 18 ans de prison pour avoir révélé au monde l'existence du nucléaire israélien. Voir « Vanunu, la lutte continue », *PLP n° 36*, juin 2004.

[6] Expression employée par certains stratèges américains.

[7] Corine Lesnes, « L'option militaire contre l'Iran progresse à Washington », *Le Monde*, 11 avril 2006.

[AFPS](#), 30 décembre 2006.

La source originale de cet article est [Pour la Palestine n°51](#)

Copyright © [Bernard Ravenel](#), [Pour la Palestine n°51](#), 2007

Articles Par : [Bernard Ravenel](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu

responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)